



## **Déclaration préalable au Conseil Supérieur de l'Éducation du 6 juin 2024**

Monsieur le Président du Conseil Supérieur de l'Éducation,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

La vague de contestation qui monte dans le pays depuis plusieurs mois est sans précédent. C'est une véritable onde de choc que provoque le choc des savoirs. Cette réforme aura au moins eu un mérite, celui de (re)souder la communauté éducative. La mobilisation est puissante et se transforme en une mobilisation pour l'école publique. Beaucoup d'observateurs la considèrent déjà comme historique.

Le 25 mai dernier, les mobilisations citoyennes contre les mesures du choc des savoirs se sont en effet multipliées sur l'ensemble du territoire. L'école de notre pays est à un tournant de son histoire et le feu incessant des réformes annoncées dessinent une école toujours plus inégalitaire. Les mesures annoncées ne corrigeront rien. Pire, elles creuseront encore davantage les écarts. Il se dessine aujourd'hui un projet de société que la FCPE rejette en bloc.

Pour cela, notre fédération dénonce avec la plus grande vigueur cette politique éducative menée en faveur de la performance et de l'excellence, au détriment des élèves les plus fragiles et socialement défavorisés. Il n'est pas acceptable que notre école publique divise et trie les élèves. C'est ainsi, comme d'autres organisations l'ont fait, que la FCPE a déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour faire échec au choc des savoirs et en particulier à la mise en place des groupes de niveau.

Attaquer la mesure la plus emblématique de cette réforme c'est dire haut et fort que sa vision d'une école du tri scolaire et social n'est pas la nôtre !

Tout comme la vision d'une école autoritariste et de la contrainte n'est pas notre vision !

A cet égard, le simulacre de consultation sur l'autorité à l'école montre une fois encore le regard extrêmement réducteur et stigmatisant qu'a ce gouvernement sur la jeunesse de notre pays.

Parce que nous défendons l'accès à une culture commune pour tous les élèves, la liberté pédagogique et les conditions de travail des enseignants, la FCPE continue à demander l'abandon des projets de réforme en cours et un investissement massif pour l'école publique ainsi que pour la réussite de tous les élèves.

L'école publique doit être le lieu qui rassemble au-delà des différences, le creuset où se fabrique la société, où se construisent des citoyens à l'esprit libre et éclairé.

Notre pays et le monde dans lequel nous vivons traversent des crises structurelles majeures qui, ajoutées les unes aux autres, insécurisent, déstabilisent, font peur. La crise économique qui se traduit par une inflation toujours très forte qui pèse lourdement sur toutes les familles et touche encore plus durement les familles les plus fragiles. Leur pouvoir d'achat recule et dans ce contexte la question de l'accès aux droits (et aux savoirs !) est cruciale.

Dans un monde en proie à tant de doutes, dans un monde où les adultes s'inquiètent pour savoir de quoi demain sera fait, être un enfant ou un adolescent a rarement été aussi difficile et complexe.

Dans ce monde en proie à tant de doutes, il y a des femmes et des hommes qui sont debout et qui, chaque jour, accueillent nos enfants. Il s'agit des personnels qui œuvrent à faire de l'école un lieu où grandir en toute sécurité.

Le collège unique est en panne, faute de moyens et d'effectifs de classes aptes à le faire fonctionner. Il n'est pas en panne de pertinence pédagogique ou d'engagement des personnels enseignants et éducatifs.

Il est grand temps de sortir de la logique comptable qui justifie la suppression de tant de postes de la maternelle au lycée. Face aux problématiques auxquelles nous devons faire face, la baisse démographique est une opportunité pour répondre à ce besoin d'école, à ces désirs d'école publique.

Pour autant, l'Éducation nationale traverse une crise de recrutement de grande ampleur. Plusieurs centaines de postes ne trouveront pas preneurs à cette session 2024, et il pourrait manquer des professeurs, notamment en mathématiques et en français. Comment prétendre prendre en charge l'hétérogénéité des élèves dans ces conditions ? Les besoins seront couverts par le recours forcé à des heures supplémentaires, des contractuels ou des retraités de l'Éducation nationale.

Or, enseigner à des enfants est un métier. Nous alertons sur le fait qu'avoir un enseignant, un pédagogue devant chaque classe, ne peut pas se traduire par avoir un adulte devant chaque classe et peut-être même demain, une intelligence artificielle pour apprendre ou faire ses devoirs faute de volontaires pour exercer ce métier. Le recrutement de contractuels ne répond pas toujours, et même loin de là, au besoin de qualité pédagogique que nous attendons pour les élèves.

La réforme de la formation des enseignants risque une fois encore de s'appliquer dans la précipitation et à marche forcée, et ne résoudra que partiellement la problématique du manque d'attractivité du métier d'enseignant.

Cette déconnexion entre notre gouvernement et la réalité du terrain se traduit également par la mise en place de la séquence d'observation obligatoire en fin de seconde générale et technologique. La FCPE a lancé à ce sujet une vaste enquête qui a recueilli près de 3000 réponses à ce jour. Cette enquête montre qu'un élève sur deux n'a toujours pas de stage à quelques jours de l'échéance. 70% des élèves ayant trouvé un stage l'ont fait par leurs propres moyens, c'est-à-dire leur réseau amical ou familial, ce qui met bien en lumière notre crainte que les élèves sans réseau soient les laissés pour compte de cette mesure. Parmi les élèves n'ayant pas trouvé de stage, seuls 11% ont déclaré qu'ils seraient accueillis dans leur lycée, en contradiction avec les textes officiels. Sans surprise, puisque les équipes éducatives seront occupées comme à chaque fin d'année par l'organisation des examens, les corrections, les oraux, la préparation de la rentrée prochaine...

Que dire enfin des projets de programmes de français et de mathématiques pour les cycles 1 et 2 qui sont soumis à notre vote aujourd'hui ? La FCPE s'associe au vœu général dénonçant à la fois les conditions de mise en place et les contenus de ces programmes qui sont modifiés pour la troisième fois depuis 2018. La FCPE rappelle son attachement à la logique de progression par cycle, qui est bafouée une fois de plus, faute d'avoir jamais été réellement appliquée.

De façon plus générale, la FCPE appelle à une vaste concertation depuis plus d'un an maintenant. L'école doit avoir une boussole aux objectifs clairs et faisant consensus à l'échelle de la nation tout entière.

Les parents de la FCPE s'engagent chaque jour pour l'école de l'émancipation et du bien-être, et restent convaincus de leur choix, celui de l'école publique de tous et pour tous.

Il est urgent de faire une pause et de construire une autre école de la République. L'école publique est un projet de société et mérite que le pays tout entier redessine une ambition collective.

Je vous remercie de votre écoute.